



Pendant que les populations attendent toujours le début des travaux de construction de cette prestigieuse université, elles seront surprises de voir débarquer la société italienne Pizzaroti contactée par la Sic pour l'implantation d'une base industrielle de cette entreprise italienne impliquée dans la construction des 1000 logements sociaux d'Ekoko sur la rue de l'aéroport. Entre-temps, 59 hectares ont déjà été déclarés d'utilité publique et le décret d'indemnisation ne suit toujours pas. Les populations veulent l'université où rien. L'élite du département fortement interpellée et appelée à la rescousse.

À la question de savoir quelle est la part de responsabilité de la communauté Mvog-Nnomo sur cette affaire, la réponse est claire, la communauté n'y est pour rien. Elle avait mis le site de 59 hectares à la disposition de l'Etat pour le projet de construction de l'université polytechnique panafricaine d'Afrique centrale. La Déclaration d'utilité publique avait été signée, mais le projet de construction de l'université n'a jamais démarré. Le Gouvernement, étant à la recherche d'un site pour le projet pilote de construction d'une usine de fabrication de matériels de construction pour le futur projet de 1000 logements à Ekoko II, va donc décider de mettre à la disposition des investisseurs italiens ledit site.

Si le décret d'indemnisation ne suit pas et si le projet n'est pas exécuté, va-t-on confisquer les terres des communautés indéfiniment ?

La réponse à cette question est qu'une fois que vous mettez un terrain à la disposition de l'État, vous ne pouvez pas le contraindre à faire ce qui y était prévu. Si l'Etat a un titre foncier, il est

propriétaire et dans ce cas, il peut exercer l'abusus, l'usus et le fructus.

Une jeune dame de la communauté nous réitère que sa famille a vu les trois quarts de leurs terres engloutis dans cette Déclaration d'utilité publique (DUP). Un expert nous rappelle que la DUP n'a pas de délai, une fois que le Premier ministre l'a signé, elle est définitive. Mais la grande question est celle de savoir, pourquoi avoir promis une chose aux populations et venir leur offrir autre chose moins valeureuse ?

À ce sujet, nous apprenons que "l'Etat ne demande pas l'avis des populations. L'état vient PRÉALABLEMENT INFORMER les populations sur le choix de leur localité pour abriter un projet de développement". En d'autres termes, les carottes sont cuites.

Que s'est-il donc passé la semaine dernière ?

Une rencontre avec les populations s'est tenue chez sa Majesté MESSI chef de village de Nkong Meyos dans le groupement Mvog-Nnomo à Mfou. Elle était présidée par l'adjoint au Sous-préfet de Mfou, en présence des responsables de la société PIZZAROTTI, Société Italienne de travaux de génie civil contactée par la SIC pour la construction de 1000 logements sociaux à EKOKO, le Bureau d'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES). Ils étaient face aux populations du village Nkong Meyos dans le groupement Mvog-Nnomo et surtout la grande famille MBARGA qui avait accepté de donner du terrain à l'Etat. L'objet de la réunion étant l'impact environnemental sur le projet de base industrielle du chantier de construction des logements sociaux d'Ekoko située à Mfou au lieu-dit ZONE. Le second point portait sur les échanges avec les populations riveraines.

D'après l'exposé liminaire de l'expert qui est venu jouer avec les nerfs des populations, le projet de construction de l'université polytechnique panafricaine d'Afrique centrale, n'existe plus à Mfou. C'est ce site de 59 hectares qui abritera désormais les locaux de la base industrielle de la société italienne PIZZAROTTI. Ils vont donc imposer aux populations de s'exprimer sur les impacts et les besoins. Or que nenni, les populations ne veulent plus rien entendre. Elles viennent d'être roulées dans la farine par l'État du Cameroun et certains "Camerounivores".

Plus grave, les populations apprendront sur place que les études sur le site ont même déjà été faites et qu'il ne reste plus que le rapport de ladite réunion pour que les travaux démarrent. C'est à ce niveau que les ancêtres Mvog-Nnomo seront invoqués sur place pour une intervention rapide. La suite, vous pouvez imaginer...

Selon des sources concordantes, le projet des logements sociaux d'Ekoko dont on veut installer la partie technique à Mfou aurait été rejetée dans la Mefou et Akono. On nous renseigne également que ce même site devait recevoir les riverains du Parc National de la Mefou et les déplacés de l'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen.

Que se passe-t-il finalement ?

Une hypothèse de recherche nous taraude l'esprit et s'il s'avère que cette hypothèse soit vraie, eh bien, la ville de Mfou n'aura plus jamais son université polytechnique. En effet, le projet pilote de construction de 284 logements et la construction de la base industrielle va durer 4 ans.

Ensuite va s'enchaîner avec la construction du reliquat de 716 logements sociaux. Personne ne peut dire combien de temps va prendre cette phase, bien que le délai de livraison soit fixée en 2035.

En réalité trois projets sont intéressants pour la ville de Mfou: D'abord l'Université polytechnique panafricaine d'Afrique centrale, ensuite la base industrielle et enfin, les 1000 logements.

L'enjeu ici c'est la destination finale de l'université polytechnique.

Qu'a-t-on fait de ce projet de l'université polytechnique jusqu'à ce jour ? Est-il toujours destiné pour l'Arrondissement de Mfou ? Qui a détourné ce précieux projet ?

Voilà, le questionnement lancinant qui mérite des réponses des voix les plus autorisées de l'arrondissement de Mfou, du Département de la Mefou et Afamba et de la République du Cameroun.

L'Association pour le développement de l'arrondissement Mfou (ASDAM) que dirige Zacharie Mbatsogo ancien Directeur de l'office du Baccalauréat du Cameroun (OBC), l'Association pour le développement de la Mefou et Afamba (ADEMAF) que dirige encore Sylvestre Naah Ondoa Vice-président du Sénat, le Maire Francis Ngoumou de Mfou par ailleurs Président de la Section Rdpc Mefou et Afamba-Sud, les deux Conseillers régionaux du centre originaires de Mfou à savoir S.M. Messi Patrice Chef du groupement BENE et Mbarga Bekono homme politique et milliardaire, les deux députés à savoir Roger Melingui ancien ministre et Laurentine Mbedé doyenne d'âge à l'Assemblée nationale, les deux ministres du département à savoir Luc Magloire Mbarga Atangana Ministre du Commerce et patron politique du département et Clémentine Ananga Messina Mindel/Minader... sont fortement interpellés ici par L'Activateur. Ces maîtres et forts de la Mefou et Afamba et l'arrondissement de Mfou, ne sauraient laisser les populations tournées en bourrique par les gens sans foi ni loi et qui refuseraient carrément de voir la ville de Mfou en particulier et la Mefou et Afamba en général, jouir et se réjouir d'une université polytechnique panafricaine d'Afrique centrale, un projet qui était si cher au Marshal Idriss Deby Itno, défunt Président de la république Tchadienne et Chef de l'État. Paix à son âme !

Affaire à suivre...

Engelbert MFOMO, L'Activateur